

Qui fait quoi? : Trois antinomies de la pratique ethnologique

Autor(en): **Droz, Yvan**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia**

Band (Jahr): **1 (1996)**

PDF erstellt am: **20.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1007147>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Qui fait quoi? Trois antinomies de la pratique ethnologique

Yvan Droz

Dans la jungle des mandats et des consultations, l'ethnologie se vend mal car son image est quelque peu désuète, voire folklorique. Pour tenter de redorer le blason de la discipline, certains ethnologues se prétendent anthropologues. Cette tendance a ouvert une faille dans le bastion académique de l'ethnologie, laissant ainsi des spécialistes d'autres disciplines des sciences humaines émarger au domaine de l'anthropologie. Ainsi, des politologues, des économistes, des psychologues, des géographes, des sociologues, «font» aussi de l'anthropologie en sus de leur pratique particulière qu'ils colorent des nuances de la «compréhension ethnologique».

Pour aggraver encore la situation de la branche, la dictature de l'urgence s'ajoute à l'image «archaïque» qui colle à l'ethnologie. En effet, cette discipline est victime d'un manque d'applications pratiques immédiates: aux yeux de l'économisme dominant, le «terrain» et l'analyse des données recueillies nécessitent trop de temps. En outre, les résultats de l'enquête aboutissent souvent à

des conclusions politiquement inacceptables. Dans le meilleur des cas, les conséquences pratiques du travail de l'ethnologue ne sont perceptibles qu'à moyen ou long terme. Une carence de crédits s'ensuit puisque l'ethnologie paraît ne concerner que la recherche fondamentale ou exotique. Cette insuffisance de fonds met en péril l'avenir de la discipline en tant que telle. L'ethnologie risque de se métamorphoser en complément secondaire destiné à «humaniser» d'autres professions ou branches académiques.

Dans cet essai, l'expérience personnelle est à la source de nos propos, ce qui limite leur portée. Nous avons choisi de ne pas nous appuyer sur les nombreux journaux d'ethnologues et autres récits de terrain, qui – à un titre ou à un autre – présentent des expériences proches de celles qui nous ont inspiré. Le point de vue présenté souffre donc des limitations de notre trajectoire de vie et nous ne prétendons nullement avoir effectué une analyse achevée de la pratique ethnologique, encore moins pouvoir géné-

raliser. Les expériences qui ont suscité ces réflexions proviennent de recherches que nous avons effectuées en Equateur, en Côte d'Ivoire, au Burundi et au Kenya pour l'UNICEF ou le FNSRS. Dans ce court essai, il s'agit de présenter quelques considérations «impressionnistes» destinées à lancer un débat sur l'évolution – à nos yeux alarmante – de l'ethnologie.

Dilution de l'ethnologie dans une vague anthropologi(que)

Au préalable, quelques définitions nous semblent indispensables. L'anthropologie représente pour nous le couronnement des sciences de l'homme. L'ethnologie n'en est qu'une des composantes, peut-être, importante par son approche qui contraste avec les prétentions scientifiques des autres sciences humaines¹. Cette discipline reste incomplète, à l'instar de ses consœurs – linguistique, histoire, psychologie, sociologie, géographie, démographie, archéologie – qui n'éclairent chacune qu'une des facettes de l'Homme. Aucune d'elles ne peut prétendre à l'anthropologie, car celle-ci se construira par leur synthèse qui reste une perspective encore fort éloignée. Aujourd'hui, l'anthropologie prétend couvrir un domaine vaste et flou, systémique et englobant, qui interdit toute définition précise. Le label anthropologique peut s'appliquer à l'ensemble des sciences de l'Homme et tout spécialiste des sciences humaines a le loisir de prétendre intégrer la méthode anthropologique dans ses enquêtes sociologiques, géographiques, démographiques ou autres. Ce label confère une aura d'humanisme compréhensif qui nuance l'image trop technique ou trop «froide» des techniques d'enquête quantitative. Les chiffres – garants de la qualité scientifique – sont adoucis par le «regard» anthropologique qui n'est trop souvent qu'empathie aveuglante ou/et projection des présupposés du chercheur. En effet, la coloration anthropolo-

gique est fréquemment le fait de chercheurs dont la connaissance des méthodes ethnologiques est limitée et qui n'ont surtout jamais fait l'expérience du terrain ethnologique en tant que tel.

Que reste-t-il à l'ethnologie au titre de discipline indépendante? Les territoires d'Outre-mer ne sont plus la chasse gardée des ethnologues et la méthode ethnologique est cannibalisée. Pour permettre le maintien de cette branche des sciences humaines, il s'agirait de réaffirmer un territoire méthodologique propre. Les tactiques classiques de distinction nous semblent pouvoir répondre au besoin présent. Réfutons la dissolution de l'ethnologie dans l'anthropologie pour constituer et objectiver clairement le propre de l'ethnologie: le regard porté au loin. En effet c'est bien le regard de l'ethnologue – fruit de la formation théorique, mais surtout de l'objectivation de l'expérience fondatrice du terrain – qui est sa spécificité. Ainsi, ni l'observation participante, ni les entretiens semi-directifs ne sont les caractéristiques principales de l'ethnologue. Elles constituent bien les moyens classiques qu'il emploie lors de ses enquêtes mais ces procédures ne suffisent pas à définir la méthode ethnologique. Ce qui la caractérise est bien cette qualité évanescence et subjective qui se trouve dans le point de vue que le chercheur adopte sur les choses et les gens.

La formation de l'ethnologue comporte une certaine ambiguïté au vu de ses aspects essentiellement théoriques. Après la formation académique, le premier long terrain tient plus du rite de passage ou du «dégrossissage» que de la recherche fondamentale ou appliquée. Ceci ne signifie pas que le premier terrain ne soit qu'un exercice vain, sans autre but que la formation du chercheur. Bien au contraire, le regard neuf et les expériences cruelles, désécurisantes ou tout simplement incompréhensibles, permettent souvent de collecter des données inattendues, de soulever des questions inédites et de susciter involontairement des situations riches d'enseignements. Ce premier terrain offre souvent les expériences qui rendront compréhensibles les futures enquêtes, bien que le chercheur ne soit pas

¹ Ce n'est pas le lieu de développer plus loin le statut de l'anthropologie, ni le propre de l'ethnologie que nous situons dans son regard éloigné.

toujours conscient de leur importance dans l'immédiateté du vécu. Elles ne prendront tout leur sens que bien des années plus tard, lorsque, dans une autre région du monde, l'ethnologue vivra de nouvelles situations qui lui feront comprendre ce qui s'était passé alors. C'est par cette formation «sur le tas» que le propre de l'ethnologie – ce regard éloigné qui joint l'empathie à la distanciation objectivante – s'ingère peu à peu. Résultat de longues années de formation et d'expériences précautionneuses, quel sens peut être donné à cette approche, lorsqu'elle est détournée par certains chercheurs des autres sciences humaines? Rares sont ceux qui l'utilisent avec toutes les précautions méthodologiques requises. Trop souvent, seuls les symptômes extérieurs du point de vue ethnologique sont présents; ce défaut de prudence conduit à déconsidérer le propre de l'ethnologue. Observable depuis plusieurs années, cette tendance n'est sans doute qu'un effet de mode censée pallier la sécheresse des procédures d'enquête quantitative. Néanmoins, elle risque fort de jeter le discrédit sur l'ethnologie en tant que discipline. En raison des carences méthodologiques des spécialistes qui se targuent de pratiquer l'anthropologie sans en avoir ni la formation, ni l'expérience, le point de vue de l'ethnologue – incorporation et objectivation de sa trajectoire de vie – est galvaudé. Le propre de l'ethnologue se fond dans une vague anthropologie et colore les autres disciplines.

La concurrence féroce qui prévaut au sein du monde des sciences humaines suscite les prétentions ethnologiques des chercheurs d'autres disciplines. Ils cherchent à se distinguer de leurs collègues en jouant un «atout» ethnologique dans les enquêtes pour convoiter les mandats «anthropologiques». Les ethnologues ne sont pas les mieux armés dans la lutte pour l'obtention de ces missions rapidement qualifiées d'anthropologiques. En effet, les autres spécialistes des sciences humaines peuvent prétendre, en sus d'un prétendu regard anthropologique, à une scientificité qui fait défaut aux ethnologues. Géographes ou sociologues, par exemple, nuancent leurs

enquêtes quantitatives avec l'humanisme et le réalisme méticuleux de l'ethnologie. Les chiffres, les indices, les tableaux et les données dures, palpables ou solides n'en constituent pas moins le fondement de leurs argumentations teintées du regard de l'«autochtone». Pour de nombreux ethnologues, jouer sur ces deux tableaux est interdit. En effet, ils maîtrisent mal l'analyse des données quantitatives et n'ont le plus souvent aucune formation en statistique. Comme des unijambistes, ils partent dans l'âpre lutte pour les mandats «anthropologiques» que se livrent les représentants des sciences humaines dans le milieu des organisations internationales, non-gouvernementales ou de l'aide au développement.

Antinomies de l'ethnologie contemporaine

Nous pouvons réunir sous trois thèmes les quelques interrogations qui ont surgi tant au cours de nos recherches que lors de réunions académiques et professionnelles. Ces thèmes nous paraissent constituer des antinomies, non au sens kantien du terme mais dans son acception plus générale: «Tout conflit, apparent ou réel, entre les conditions d'une même fin, ou entre les conséquences de deux raisonnements qui paraissent démonstratifs l'un et l'autre» (Lalande 1985: 65). Nous parlerons successivement de la dictature de l'urgence qui contredit le temps long, indispensable à l'enquête ethnologique; des résultats pratiques de l'enquête ethnologique destinés à améliorer les conditions de vie et de l'incitation à la prise en charge des communautés locales par elles-mêmes, ces deux éléments s'opposent à l'agenda particulier des autorités administratives ou de développeurs et limitent leur pouvoir; et, pour finir, de l'antinomie qui se réfère aux enjeux des pratiques au sein des communautés locales qui sont le pendant des enjeux académiques ou professionnels propres au monde des chercheurs.

Temps ethnologique et urgence politique²

Le temps long ne participe pas seulement de l'enquête, mais aussi de la formation «continue» de l'ethnologue qui se bonifie au cours de terrains «initiatiques» successifs. Il y a dans cette maturation lente de la méthode ethnologique – qui rappelle celle des bons vins – comme un bouquet d'archaïsme, car le temps est aujourd'hui aux formations rapides, éphémères et polyvalentes. Faisons abstraction de la formation de l'ethnologue et considérons sa pratique professionnelle. Même si nous avons affaire à un ethnologue expérimenté, l'enquête classique nécessite, pour le moins, de nombreux mois. Cela nous semble être le minimum pour prendre contact avec les autorités administratives, avec les gens qui offriront leur temps et leur hospitalité, et avec l'organisation qui accueille ou mandate la recherche. On oublie trop souvent que chaque nouvelle enquête correspond à un nouvel emploi. Il s'agit donc non seulement d'appriivoiser une nouvelle région, une nouvelle reproduction sociale, mais également une nouvelle administration et un nouvel employeur.

L'approche ethnologique s'ajoute aux obstacles culturels, géographiques et organisationnels car, selon nous, elle exige de prendre son temps. «Prendre son temps» en travaillant n'est pas si facile... lorsque le chercheur voit les jours défilier, sans avoir collecté de données «dures» sous forme d'entretiens ou de participations à des réunions ou à des rituels importants. L'insertion dans une communauté qui, elle, a tout son temps, peut s'avérer longue et laborieuse. Néanmoins, le détachement face aux exigences immédiates de la recherche (collecte de données, rapports) est le préalable indispensable à son bon déroulement. Il faut en même temps attendre que le temps fasse son œuvre, et mettre à profit le temps de l'enquête, toujours trop restreint, pour amasser un maximum de données «utiles» professionnellement. L'ethnologue se voit contraint, en raison des particularités de l'approche qualitative, d'attendre l'établisse-

ment de relations de confiance mutuelle pour garantir la qualité des entretiens. Or, la construction de relations chaleureuses ne peut se faire que difficilement lorsque l'impératif d'une collecte de données distille son stress. Ces conditions ne sont pas sans rappeler la double contrainte mise en évidence par la psychologie systémique, situation pénible à vivre et, surtout, à assumer professionnellement.

Ce n'est qu'après l'établissement d'une relation de confiance que l'ethnologue pourra aborder les thèmes de sa recherche avec les membres des communautés locales. Le travail d'approche révélera alors ses qualités et le temps «perdu», à ne «rien» faire, sera récompensé par l'atmosphère amicale, mêlée d'une certaine franchise, qui prévaudra dans les entretiens. Ces relations sociales permettront au chercheur d'approfondir les thèmes de son enquête et de construire une compréhension de la reproduction sociale des communautés locales, avec l'aide de ses interlocuteurs... parfois exaspérés par ses précautions et sa naïveté. Au travers de ces quelques remarques, nous espérons avoir fait ressortir l'épaisseur temporelle indispensable au terrain ethnologique. Que faire lorsque les mandats proposés aux ethnologues tendent à se compter en semaines (parfois deux ou trois) et non plus en mois, encore moins en années?

Dans le même temps où se forment les relations sociales dont dépendront les résultats de la recherche, les employeurs de l'ethnologue attendent des résultats provisoires et commencent à douter de l'opportunité de l'approche ethnologique. Ils entraperçoivent le chercheur qui «perd» son temps à saluer, à causer et à échanger des banalités avec une foule d'inconnus, sans avoir collecté la moindre donnée. Les employeurs demandent des résultats rapides qui leur apporteraient, par exemple, un argument «ethnologique» lors d'une prochaine séance de négociations, qui avec un gouvernement réticent, qui avec des bailleurs de fonds suspicieux, qui avec une opinion publique désenchantée. L'urgence domine les pratiques du développement,

² L'urgence ici ne se réfère pas à la sauvegarde des peuples menacés, mais à l'usage «terroriste» de l'action immédiate propre aux développeurs (Rist et Sabelli (éds) 1986).

mais l'enquête de terrain en ethnologie s'éternise. Deux temps s'opposent lorsqu'un ethnologue est présent dans les projets de développement. Un temps que nous pourrions qualifier de politique, qui fonctionne selon les échéances du budget, des bailleurs de fonds, des rendez-vous électoraux, et un temps «épais», qui suit les saisons ou les événements de la vie et que nous nommons «ethnologique». La collision des contraintes de chacun d'eux constitue ce que nous avons nommé l'antinomie du temps.

Communautés locales, Etat national et aide au développement

Nous distinguerons trois plans dont l'articulation est problématique pour l'ethnologue: l'Etat national, les organisations internationales ou non gouvernementales et les communautés locales. Nous verrons que les enjeux au sein de chacun des champs que ces plans constituent ne s'accordent que très rarement.

Les distributeurs de services – les représentants politiques, les administrateurs, parfois les représentants d'ONG – sont soumis aux «vapeurs» des opinions publiques intérieures ou internationales, ainsi qu'aux réunions internationales où les bailleurs de fonds définissent les conditions économiques et politiques qui dicteront la future distribution de l'aide au développement. Les administrations locales ou nationales ne sont pas seules à dépendre du contexte politique international, les employeurs de l'ethnologue suivent parfois avec des craintes et des espoirs semblables les décisions politiques ou les humeurs des opinions publiques. En effet, les réunions, telles celle de Rio de Janeiro sur le développement durable, imposent de nouvelles conditions aux pratiques des développeurs. De plus, les diverses «années» – de la femme, de la famille, ou autres – justifient des transferts de crédits selon les implications que chacun donne

à ces thèmes. Nous nous limitons à mentionner les effets de la médiatisation de certaines causes sur l'opinion publique, source intarissable de dons pour de nombreuses organisations caritatives ou d'aide au développement. La volatilité des «urgences» du développement, telles qu'elles sont conçues par l'opinion publique et les bailleurs de fonds, est un facteur qui augmente la confusion de l'aide au développement que ces organisations apportent sur le terrain. En effet, pour attirer des dons ou/et répondre aux «programmes mondiaux», les ONG ou les organisations internationales se doivent de sacrifier aux modes de l'instant. On passe ainsi du développement des coopératives à celui des groupes de femmes, pour finir par planter des arbres avant de créer des réserves écologiques. Les communautés locales sont censées suivre les «impératifs» du moment et harmoniser leurs désirs avec les préoccupations des experts du développement.

En dépit de la bonne volonté affichée par certains fonctionnaires, les administrations locales et les politiciens que nous avons côtoyés ne semblaient que peu concernés par le développement de leur région. En effet, les représentants de l'administration et du gouvernement conçoivent le plus souvent leur présence à la périphérie comme temporaire et attendent une mutation qui les rapprocherait de la capitale. Pour eux, le développement local n'est important que dans la mesure où il leur permet de consolider une mainmise sur l'électorat régional ou sur les réseaux de pouvoir locaux (Leonard 1991). Aussi longtemps, par exemple, qu'une communauté cherche à installer une adduction d'eau, les fonctionnaires du Ministère de l'eau peuvent espérer tirer quelques profits de l'octroi des autorisations nécessaires. En vue d'obtenir des suffrages, les politiciens peuvent manipuler les attentes et promettre d'agir pour favoriser la réalisation du projet. Une fois l'adduction construite, seule sa réparation pourra permettre «d'arrondir les fins de mois» de ces mêmes fonctionnaires ou de donner un «levier» à l'élu pour conserver son siège. Au Kenya, l'image des politiciens condense ces travers: ils ont la réputation de ne s'intéresser au dévelop-

pement de leur région qu'en période électorale. Dans l'intervalle, ils siègent à la capitale et ne sont qu'épisodiquement aperçus dans leur circonscription, lors d'une visite où ils s'affichent, accompagnés de personnalités politiques ou d'experts internationaux. Les desseins de l'administrateur local ne rejoignent que rarement le développement de la région dont il a la charge. Cela peut se produire si le projet de développement coïncide avec les attentes carriéristes du fonctionnaire. Alors, il peut être mené à bien sans trop de contretemps.

Les attentes des communautés locales avec lesquelles nous avons travaillé contredisent les objectifs politiques de l'administration. Les possibilités d'action des communautés locales s'arrêtaient, en général, aux limites régionales, à l'administration locale et aux antennes des différents ministères. Les membres des communautés tentaient de détourner, souvent avec la complicité de l'ethnologue, les recommandations de l'enquête pour accélérer la construction d'une adduction d'eau, d'une route, d'un dispensaire, pour diminuer les frais d'écolage ou afin d'améliorer le paiement des récoltes. En dépit d'un intérêt prononcé et affiché pour le développement local, les administrateurs locaux ou les politiciens provinciaux avaient tendance à freiner la réalisation des projets qu'ils étaient censés promouvoir. Un observateur cynique pourrait conclure que la réalisation d'un projet diminue l'étendue des moyens de pression que les fonctionnaires et les politiciens, censés le promouvoir, ont sur leurs administrés.

Une flagrante contradiction se loge dans ces attentes et dans ces raisons divergentes qui ne coïncident que très rarement. Le développement, résultat d'une enquête ethnologique ou en tant que processus global, relève d'un malentendu constant. Les communautés locales ont comme stratégies d'attirer un maximum de projets dans leur région, indépendamment de leurs besoins, car «il en restera toujours quelque chose» (un emploi temporaire comme *boy*, la vente de produits maraîchers, la plantation d'arbres, le statut de paysan modèle, ...). Les ONGs visent à promouvoir des projets

«présentables», qui rejoignent les préoccupations actuelles d'une opinion publique versatile. En vertu de leur position de représentants d'un gouvernement «souverain», les administrateurs locaux tentent de maximiser leurs bénéfices matériels et symboliques, car ils sont les interlocuteurs inévitables entre d'une part les développeurs ou l'ethnologue et d'autre part les communautés locales. Quant aux politiciens, ils cherchent à utiliser les projets ou la présence d'experts étrangers pour conserver ou moissonner de nouvelles voix lors des prochaines élections³.

Cette dépendance, ou cette soumission, aux réseaux de pouvoir préexistants est un frein notable aux projets de développement. Elle est au fondement des stratégies de pouvoir des administrateurs ou des politiques⁴ et constitue un aspect caractéristique des administrations nationales et régionales que Jean-François Bayart a qualifié de «politique du ventre». En effet, administrer ne signifie pas promouvoir le bien public mais plutôt maximiser les bénéfices personnels des fonctionnaires et de leurs réseaux de dépendants. Ainsi, on entre dans le service public afin de s'enrichir et non par un quelconque idéal de bien public. Les pratiques sociales de l'administration sont intrinsèquement liées à l'usage manducatoire ou à l'usage du poste occupé pour le profit personnel. L'exemple de tel receveur des Postes ivoiriennes, proche d'une famille qui nous accueillait, nous vient à l'esprit. Lors d'une soirée calme et intime, il nous affirmait attendre encore quelques années et poursuivre le cursus du fonctionnaire irréprochable, afin d'être à un poste où il générerait une somme d'argent importante. Son projet était de quitter subrepticement le pays avec la caisse de l'Office des postes de la région. Il destinait ce «détournement» au financement de ses futures études dans une haute école étrangère, spécialisée en administration publique et au repos de son dur labeur de fonctionnaire intègre. Ces quelques années auraient été suffisantes pour que son délit soit prescrit. Il pourrait alors retourner en Côte d'Ivoire, bardé de ses nouveaux diplômes prestigieux, pour y

³ Voir le cas du détournement politique de l'idéologie du Harambee au Kenya (Ng'ethe 1986; Barkan et Holmquist 1986).

⁴ Voir les analyses des politologues africanistes français (Bayart 1989, Bourmaud 1988, Médard 1987, Leonard 1991).

briguer un poste important dans quelque ministère... à l'exception de celui des Postes et Télécommunication ajoutait-il avec un sourire narquois. Il fondait son projet sur les nombreux exemples de trajectoires de vie similaires qu'il avait connues au cours des années passées en tant que fonctionnaire intègre.

Nous estimons que le développement local passe inévitablement par une prise en charge des communautés locales, par elles-mêmes et pour elles-mêmes; c'est-à-dire par une augmentation de leur autonomie et de leur indépendance⁵. En effet, la dépendance envers l'administration locale ou les caciques politiques est une des caractéristiques des projets de développement. Les autorisations multiples exigées et l'enchevêtrement de services concernés par le plus simple des projets multiplient les difficultés de réalisation et augmentent l'éventail des moyens de pression des administrateurs locaux (chaque autorisation demandée ou requête de soutien implique un contre-don sous forme de recommandations ou de contributions diverses). De plus les moyens d'actions souterrains dont disposent les «puissants» expliquent les retards ou les échecs de trop nombreux projets, dont seules les ruines subsistent après le départ de l'expatrié. La représentation se termine lorsque les sources de financement extérieures se tarissent.

Enjeux communautaires et enjeux académiques

Approfondissons le plan des communautés locales pour montrer que les enjeux de ce champ sont difficilement compatibles avec ceux du champ académique dans lequel évolue souvent l'ethnologue. Pour ce faire, nous quittons les contradictions propres à l'articulation des trois plans qui conditionnent la réalisation des projets de développement pour nous tourner vers la pratique de l'ethnologue.

Lorsque nous parlons de communautés locales, nous ne signifions pas un ensemble indifférencié d'individus égaux et conviviaux. Les communautés locales sont parcourues par des luttes intestines, intenses et impitoyables. Chaque famille tente de maintenir et développer sa position dans le jeu politique interne à la communauté. La maximisation du capital symbolique est un but constant des pratiques sociales à l'intérieur des réseaux sociaux, car il est vital de pouvoir mobiliser au moment choisi les moyens humains et matériels nécessaires pour surmonter un coup du sort⁶. En cas de difficultés soudaines, le voisin est la personne qui apportera le soutien le plus immédiat, c'est ce que les Kikuyus affirment lorsqu'ils disent que le voisin est celui qui viendra éteindre l'incendie, pas le membre de la famille étendue. Mais ce voisin ne sera présent dans l'urgence du moment que si l'on s'inscrit au sein des réseaux d'échanges qui traversent la communauté locale. Pourtant, ce même voisin peut aussi être l'auteur des pratiques souterraines et occultes qui détruisent de manière lancinante le bien-être ou le prestige de la famille. Au cœur des communautés locales, les luttes de pouvoir se déroulent sous la surface lisse des pratiques sociales d'échanges et d'entraide réciproque.

L'ethnologue est toujours un enjeu au sein de luttes de pouvoir dont il ne prendra conscience que bien plus tard, alors que les positions de chacun se seront déjà cristallisées en des inimitiés ou des conflits sous-jacents. De longs mois d'observation participante sont nécessaires pour que l'ethnologue, d'une part, commence à entrevoir cet aspect des relations sociales, et pour que d'autre part de nombreux événements inexplicables prennent, soudain, un sens évident. Ce sont trop souvent ces échecs curieux, ces absences bizarres ou ces communications tronquées qui déterminent le résultat d'un projet de développement ou d'une enquête ethnologique. Ces querelles obscures éclairent les mobiles de certaines pratiques enchâssées dans les relations interpersonnelles des membres de la communauté et donnent un sens immédiat aux

⁵ Bien sûr, ceci ne concerne que les projets locaux. La concertation et la mise en commun des expériences, des fonds et des besoins sont indispensables à la réalisation de projets de développement qui regardent l'ensemble d'une région ou d'un Etat (projets industriels, route nationale, ...). Dans ces cas, les communautés locales ne constituent pas des acteurs pertinents.

⁶ Voir notre texte (Droz et Sottas 1997, à paraître).

aléas de l'enquête ethnologique ou d'un projet de développement.

Lors de l'enquête, ces conflits prennent une dimension qui révèle la portée qu'ils ont pour les membres des communautés locales. En effet, au moyen de l'observation participante, l'ethnologue se trouve enchâssé dans les pratiques quotidiennes qui se déroulent au sein de la communauté. Il est à la fois l'enjeu de conflits internes (qui va le loger? qui sera son mentor? etc.) et un des participants incontournables (jeu sur les inimitiés, défense de ses interlocuteurs privilégiés, etc.). Les charges affectives que comportent ces événements quotidiens indiquent, pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu, la domination du rapport pratique à la pratique sur le rapport théorique à la pratique. Lorsque l'urgence de l'action se fait sentir, l'acteur «rationnel» est soumis aux impératifs immédiats de la pratique objective, mais non pas de la pratique objectivée que construit l'ethnologue *après coup*. Il s'agit alors de réagir immédiatement à des événements qui paraîtront bénins quelques mois plus tard, lorsque l'ethnologue se retirera du terrain. Or, sur le moment, ces événements conditionnent la poursuite de l'enquête: querelles de familles, suspicions de sorcellerie, médisance et interprétations abusives. En dépit de toutes les implications personnelles et de tous les risques que l'ethnologue peut prendre pour défendre ou promouvoir la communauté dont il est l'hôte, il reste, en fin de compte, davantage concerné par les perspectives professionnelles qui s'ouvrent à la suite de son terrain. Sur le long terme, ces conflits internes ne concernent donc que peu l'ethnologue, alors que, dans la même perspective temporelle, ils sont au cœur des enjeux communautaires.

Le terrain, en tant que tel, n'est que rarement la finalité du travail ethnologique⁷. Il constitue plutôt le passage obligé pour atteindre à l'excellence professionnelle. C'est bien le point que nous soulignons au début de notre essai: il s'agit du rite de passage indispensable à l'acquisition du regard porté au loin, gage de la reconnaissance académique. La finalité du terrain se

trouve donc principalement dans la formation professionnelle de l'ethnologue et dans le gain symbolique qu'il opère aux yeux de ses pairs et du public au sens large. Le terrain seul n'est pas reconnu en tant que tel, car chacun peut bien passer quelques mois de «vacances» avec des amis dans un «ailleurs» romantique. Par contre la production académique (articles, exposés, interventions diverses) à partir d'une expérience de terrain est valorisée et constitue la phase finale du rite de passage: la renaissance sociale dans un nouveau statut. Le terrain lui-même correspond à la période de marge, quarantaine hors de l'Occident et hors de l'univers académique; alors que la formation universitaire représente la mort symbolique par la mise en parenthèse sociale que le statut d'étudiant implique. Ce processus total réalise la naissance ou la renaissance académique de l'ethnologue. Vus sous cet angle, les membres de la communauté locale sont loin des réalités sociales du monde professionnel de l'ethnologue dès qu'il rejoint «son» monde, au retour du terrain⁸.

Quel rôle joue ce découplage des enjeux internes à la communauté et de ceux internes au monde académique? L'ethnologue se préoccupe, lors du terrain, des événements qui affectent la communauté, il intervient parfois en faveur de ses proches ou de ses hôtes. Les membres de la communauté se soucient de l'ethnologue et du résultat local de son travail; ils tentent de mettre à profit sa présence, et plus tard son absence, dans le jeu qui les oppose à l'administration locale ou aux organisations non gouvernementales. L'ethnologue, une fois de retour du terrain, ne peut plus qu'agir de façon lointaine, par courrier ou messages, et ses préoccupations principales se métamorphosent en réalisations professionnelles issues des résultats de son terrain. Il ne vit dès lors plus le rapport pratique à la pratique qui paraît maintenant évanescence et superflu mais qui dominait pourtant les relations sociales sur le terrain. Loin des résultats pratiques, telle une adduction d'eau ou la construction d'une route, il considère le capital symbolique qu'il peut accumuler

⁸Nous ne sous-estimons, ni ne renions l'engagement personnel de l'ethnologue auprès des membres des communautés locales, ni la persistance de cette implication personnelle en dépit de la distance physique. Nous voulons seulement souligner le caractère dominant du monde professionnel dès le retour en Occident par rapport aux relations quotidiennes avec l'Ailleurs.

C'est précisément dans la quotidienneté que se logent les raisons de cette dominance.

⁷Nous pensons ici aux exemples particuliers de Robert Jaulin ou de Hugo Huber, qui semblent pratiquer le terrain comme une fin en soi et ne sacrifier aux contraintes académiques que dans la mesure où elles sont «utiles» à la poursuite du terrain et au mieux-être des communautés locales.

grâce à son expérience en provenance de «l'Ailleurs». Il joue alors une partie non sans parallèle, en image inversée, avec celle que jouaient les membres de la communauté locale. L'ethnologue se retrouve inséré au sein d'enjeux académiques, ou plus généralement professionnels, et ses pairs correspondent peu ou prou aux voisins qui résidaient dans la communauté locale. C'est maintenant le rapport pratique à la pratique professionnelle, et non plus à la pratique du terrain, qui dictera les actions de l'ethnologue au sein du champ qui est désormais le sien. Les enjeux dont la communauté locale était, et reste, le théâtre deviennent lointains et n'occupent plus qu'une place marginale dans les préoccupations immédiates de l'ethnologue. Le monde académique devient alors le lieu de l'entraide et le lieu de l'envie. Nous sommes donc bien en présence de deux plans distincts dont les enjeux n'ont que très peu d'éléments en commun. Comment dès lors considérer la prétention de l'ethnologue à participer à la vie quotidienne de la communauté locale, puisque cette participation se limite au moment de l'observation participante, si bien délimitée dans le temps?

Quelles applications pour l'ethnologie?

Jusqu'à présent, nous n'avons fait que décrire succinctement ce qui nous paraissait être les contradictions de la pratique ethnologique. Il s'agit maintenant de réunir ces antinomies pour en évaluer les conséquences et ouvrir ainsi quelques perspectives à la pratique ethnologique. Nous nous posons, ici, la question de la possibilité d'une ethnologie appliquée. Hormis le «progrès» scientifique induit par la recherche fondamentale, les résultats effectifs de la recherche ethnologique constituent bien la seule légitimation éthique de la pratique ethnologique, tant aux yeux de l'ethnologue qu'à ceux des membres des communautés locales. Si nous constatons que les antinomies que nous avons esquissées condam-

nent les résultats pratiques de la recherche ethnologique, nous devons nous résoudre à ne voir en l'ethnologue qu'un «vampire informationnel» qui participe, sur le plan du savoir, à l'exploitation aveugle des ressources naturelles et humaines. Il extrairait les connaissances et l'expérience sociale de sociétés qui persistent à se reproduire selon des normes peut-être différentes de celles qui prévalent au royaume de la «pensée unique»⁹.

Les seules conditions qui permettraient la réalisation des recommandations d'une enquête ethnologique sont celles où l'Etat serait «en vacances». Dans l'hypothèse improbable où cette vacance n'aurait donné naissance ni à une déstructuration sociale qui laisserait libre cours au surgissement de potentats absolus, ni au règne destructeur de la concurrence effrénée, les deux premières antinomies afférentes à la présence de l'Etat perdraient de leur prégnance et pourraient ne plus constituer des obstacles considérables au développement local. Soulignons que cette hypothèse n'a rien de purement théorique en Afrique subsaharienne. En effet, on y voit se développer de larges zones où l'Etat central a presque complètement disparu. Mais même en l'absence de politiciens, de fonctionnaires et de bailleurs de fonds, la troisième antinomie nous semble conserver tout son pouvoir perturbateur car elle relève de la constitution de l'ethnologie en tant que discipline des sciences humaines participant des enjeux propres à tout champ académique.

Ainsi, à moins de voir l'ethnologue disparaître au sein de la communauté locale et abandonner le monde académique pour devenir le héros des «siens»¹⁰, les exigences professionnelles, lors du retour, sont difficiles à conjuguer avec les enjeux internes à la communauté locale. Au nom de la rigueur «scientifique», l'ethnologue se doit de prendre une position distante et délaissier les luttes intestines du terrain pour ne plus penser qu'à l'analyse et à la publication des résultats censés conduire à une réalisation pratique sur le terrain. Indépendamment des conditions socio-politiques, le conflit entre les enjeux des deux pôles de cette der-

⁹ Voir Ignacio Ramonet (1995).

¹⁰ Voir note 7.

nière contradiction – communauté locale et monde académique – conserve toute son importance.

Néanmoins, cette dernière antinomie ne nous paraît pas constituer un obstacle insurmontable à la réalisation des recommandations de l'enquête ethnologique et avoir un impact heureux sur le développement local. Pour autant que l'ethnologue ne soumette pas aveuglément la pratique du terrain aux attentes académiques, l'accomplissement des deux exigences (pragmatique et académique) reste imaginable. Il ne s'agit pas de sacrifier la rigueur de la méthode ethnologique mais bien d'accorder la primauté aux réalisations pratiques, destinées aux communautés locales, sur les attentes professionnelles en Occident. Ceci s'effectuera lors du terrain et immédiatement après, car les exigences du monde professionnel ou académique deviendront omniprésentes lors de la troisième phase du rite de passage¹¹. Pour respecter la primauté donnée aux enjeux locaux, la collecte de données doit s'arrêter lorsqu'elle met potentiellement en danger, symboliquement ou effectivement, les membres de la communauté (implications politiques, religieuses, ethniques, etc.). L'ethnologue se doit d'abandonner la quête scientifique pour apporter son soutien à la communauté locale lors d'un conflit avec les autorités administratives. De même, il se doit d'investir beaucoup du temps précieux et limité consacré au terrain dans la création et le maintien de relations chaleureuses avec les *big men* locaux, dans l'espoir que ceux-ci n'«oublieront» pas la communauté où il a travaillé. Dans la pratique ordinaire, l'amélioration des conditions de vie des communautés locales prend les formes anodines de menues réalisations pratiques, d'un gain de prestige temporaire face aux administrateurs ou aux politiciens, ou encore d'une extension du réseau de relations politiques et administratives des membres de la communauté.

L'enquête de terrain peut permettre une notable amélioration du sort des communautés locales pour autant que les conditions nécessaires soient remplies. Celles-ci

consistent en l'heureuse coïncidence entre les agendas politiques de l'Etat central, des administrateurs locaux, des bailleurs de fonds et des communautés locales, ainsi qu'en une enquête ethnologique réussie. Dans cette perspective¹², nous considérons le travail ethnologique comme éthiquement possible. Il reste imaginable de voir les recommandations de l'enquête ethnologique être appliquées et de promouvoir le développement des communautés locales. Il reste imaginable...

¹² Aussi improbable soit-elle.

¹¹ Voir plus haut.

Bibliographie

- BARKAN Joel, HOLMQUIST Frank
1986. *Politics and the peasantry in Kenya: the lessons of Harambee*. Nairobi: Institute for Development Studies. Working paper n° 440.
- BAYART Jean-François
1989. *L'Etat en Afrique: la politique du ventre*. Paris: Fayart.
- BOURMAUD Daniel
1988. *Histoire politique du Kenya: état et pouvoir local*. Paris: CREDEU/Karthala.
- DROZ Yvan, SOTTAS Beat
1997. «Partir ou rester? Partir et rester; migrations des Kikuyus au Kenya». *L'Homme* (Paris). à paraître.
- LALANDE André
1985. *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*. Paris: Presses universitaires de France.
- LEONARD David K.
1991. *African successes: four public managers of Kenyan rural development*. Berkeley; Los Angeles; Oxford: University of California press.
- MEDARD Jean-François
1987. «Charles Njonjo: portrait d'un big man au Kenya», in: Emmanuel TERRAY, *L'Etat contemporain en Afrique*, p. 49-87. Paris: L'Harmattan.
- NG'ETHE Njuguna
1983. «Politics, ideology and the underprivileged: the origins and nature of the Harambee phenomenon in Kenya». *Journal of Eastern African research and development* (Nairobi) 13: 150-170.
- RAMONET Ignacio
1995. «La pensée unique». *Le monde diplomatique* (Paris) Janvier, p. 1.
- RIST Gilbert, SABELLI Fabrizio (éds)
1986. *Il était une fois le développement*. Lausanne: Editions d'En Bas.

Abstract

The distinctive feature of the anthropological approach is increasingly eluding anthropologists themselves. At present, basically all human sciences pretend to use an anthropological perspective in addition to their own specific methodological orientation and know-how. Thus, the anthropological method is reduced to «upgrading» or «deepening» geographical, economic, demographic and epidemiological research – it has to color the work of other disciplines by adding «quality» to their results.

Three antinomies in the practice of anthropology are highlighted in this paper. First, long-term participant observation is not suitable to the dictate of urgency prevailing among developers and politicians. Second, apart from the fact that self-reliant or self-determined development diminishes the power of local administrators, most conclusions of anthropological research clash with the political agenda of governmental agencies, big men and some donors as well. Third, the internal stakes for local communities are entangled with academic and professional stakes for the anthropologists involved.

Conditions which would allow for an appropriate implementation of the recommendations stemming from anthropological research are briefly outlined in a tentative conclusion. This attempt also gives some hints regarding the feasibility of applied anthropology.

Auteur

Yvan Droz: Ethnologue, collaborateur scientifique à l'Institut de sociologie de l'Université de Berne, travaille depuis 1993 dans un projet de recherche du Fonds National Suisse pour la Recherche Scientifique sur les migrations kikuyus au Kenya central intitulé «Familial Networks, Security of Subsistence and Social Differentiation in the North-western footzones of Mount Kenya (NSD)». A effectué diverses recherches en Équateur, Côte d'Ivoire, Burundi et Kenya sur l'anthropologie de la maladie et la reproduction sociale. Termine une thèse de doctorat à l'Institut d'ethnologie de l'Université de Neuchâtel sur «Migrations kikuyus: des pratiques sociales à l'imaginaire».

Adresse: Yvan Droz, République 3, CH - 2300 La Chaux-de-Fonds, 039/241976, Fax 031/6314817, e-mail yvandroz@vtx.ch